



COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN

Lundi 2 mars 2015

SEANCE PLENIERE DES 18 et 19 Février 2015

Sous la présidence d'Henri Malosse, le Comité Economique Social Européen a voté 9 Avis et auditionné Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne ainsi que Guntram Wolff, Directeur du Centre européen de réflexion Bruegel, sur la stratégie de l'Europe 2020.

⇒ Les Avis votés

- Gestion des risques en matière douanière
- Limites d'émissions et réception par type /EMNR
- Proposition de cartographie des stratégies macro régionales en Europe
- Système européen de surveillance financière (SESF) – Révision
- Indication géographique de l'UE/Produits non agricoles (livre vert)
- Eradiquer l'amiante de l'UE
- Le rôle des coopératives de crédit et des caisses d'épargne pour la cohésion territoriale - Propositions en vue d'un cadre de régulation financière adapté
- EUR/007 - Les avancées de la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 et les moyens de réaliser ses objectifs d'ici 2020 (avis exploratoire demandé par la présidence lettone)
- Examen annuel de la croissance 2015

⇒ Intervention de Jean-Claude Juncker

- Présentation des orientations politiques pluriannuelles de la Commission

Jean-Claude JUNCKER a d'abord fait un constat :

- o L'Europe numérique n'existe pas. Nous avons des centaines d'opérateurs et de régulateurs car chacun est enfermé dans sa sacro-sainte souveraineté.
- o L'Europe de l'énergie n'existe pas.
- o L'Europe est en panne d'investissement. Il y a - 20 % d'investissement par rapport à 2007.
- o L'Europe sociale est en perte de vitesse, mais a-t-elle eu un jour de la vitesse ? Elle a toujours été considérée comme l'enfant pauvre.
- Puis, il a fixé des priorités :
 - o Approfondissement économique et monétaire par le développement du marché intérieur (+ 200 milliards d'€)
 - o Création d'une Europe du numérique, c'est 250 milliards d'€ de valeur ajoutée et 2 millions d'emplois
 - o Création d'une Union Européenne de l'énergie (comme cela a existé et existe avec la CECA et la PAC)
 - o Développement des investissements stratégiques pour donner de la croissance (transports)
 - o Consolidation budgétaire
 - o Harmonisation de la fiscalité. C'est une grande préoccupation de la Commission.
 - o Les accords de libre-échange avec les Etats-Unis, ne seront signés seulement si l'accord est équilibré. Connaissant l'absence totale de normes aux Etats-Unis, la signature n'interviendra pas avant 1/4 de siècle.

⇒ Intervention de Guntram Wolff

La stratégie Europe 2020 et les défis de l'Europe

L'agenda de l'Europe 2020 était :

- la croissance,
- l'emploi,
- le climat,
- l'éducation,
- la lutte contre la pauvreté.

Que s'est-il passé ?

- La croissance : Depuis 2008, la croissance est en berne. Le PIB de l'Europe est aujourd'hui le même que celui de 2008. L'inflation est globalement très faible.
- L'emploi : Depuis 2008, le chômage a énormément progressé et il progresse encore : donc l'objectif emploi est mauvais.
- Le climat : le résultat est plutôt positif et les actions entreprises sont en bonne voie.
- L'éducation : Elle est globalement correcte, mais l'Europe n'a pas d'Université de pointe (1^{ère} Université européenne est 50ème au niveau mondial).
- La pauvreté : Elle est en augmentation, c'est encore un échec.

L'Europe 2020 n'a pas fonctionné car il n'y a aucune relance. Il n'existe aucune cohésion à tous les niveaux (énergie, flexibilité, éducation, budgétaire ...).

Pourquoi les résultats sont-ils si mauvais ?

- Certains pays ont de mauvaises politiques économiques,
- la politique budgétaire est mauvaise car il n'y a pas de gouvernance,
- l'action de la BCE a été timide et tardive,
- des divergences majeures entre les pays existent au niveau des salaires et de la fiscalité.

Que faut-il faire ?

- Au niveau de la gouvernance, il faut une union politique de la même manière que cela a été fait pour les banques,
- Au niveau budgétaire, il faut un cadre qui permette la durabilité et la confiance,
- Au niveau compétitivité, il faut une harmonisation des salaires et de la fiscalité.
- Au niveau de la pauvreté, il faut des systèmes plus solidaires car la pauvreté est facteur d'instabilité économique, social et politique,
- Au niveau des Etats, il faut créer des coordinations et éviter les confusions entre ce qui relève de l'Europe et ce qui relève des Etats.

Pour conclure, veut-on les Etats Unis d'Europe ?

Cela veut dire la mobilité totale des travailleurs, des salaires, des régimes de protection sociale, de la fiscalité et la mise en place de la méthode communautaire. Y sommes-nous prêts ?

Pourtant la construction européenne est basée sur la paix, la solidarité, la fraternité, la force économique, sociale, culturelle et humaine ...

La prochaine séance plénière aura lieu les 18 et 19 mars 2015

Pour en savoir plus, consulter le site internet : <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.home#/boxTab2-2>